

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER

MINISTRE CHARGE DE LA MODERISATION DE L'ADMINISTRATION

ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Visa : DGLTEJO

Arrêté Conjoint N°

/MDMATIC /BCM /2009

Portant obligation du respect du devoir de vigilance par les services financiers de la Poste dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme.

Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et des technologies de l'Information et de la Communication,

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie,

- Vu la loi n° 73 – 118 du 30 mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu la loi n° 2004 – 015 du 5 juillet 2004 sur la Poste;
- Vu la loi n° 2005- 047 du 26 juillet 2005 relative à la lutte contre le terrorisme;
- Vu la loi n° 2005 – 0048 du 27 juillet 2005 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;
- Vu l'ordonnance n°2007-004 du 12 Janvier 2007 portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'ordonnance n° 2007-020 du 13 mars 2007 portant réglementation des établissements de crédit ;
- Vu le décret n° 157-2007 du 6 septembre 2007 relatif au conseil des ministres et aux attributions du premier Ministre et des Ministres;
- Vu le décret n° 2006- 0043 du 18 mai 2006, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la CANIF;

- Vu le décret n° 097-2009 du 11 août 2009 portant nomination des membres du gouvernement;
- Vu le Décret n° 102/2009 du 13 Août 2009 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie.
- Vu le décret n°115/2009/PM du 17 Août 2009 fixant les attributions du Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de la Modernisation de l'Administration et des Technologies de l'Information et de la Communication et l'organisation de l'administration centrale de son Département;

Arrêtent :

Article premier : Conformément aux dispositions de la loi 2005-0048 du 27 juillet 2005, relative à la lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme, les services financiers de la Poste doivent appliquer les mesures de vigilances afférentes à la connaissance de leurs clients et mettre en place un système de surveillance permettant la détection des opérations suspectes.

Article 2 : Les services financiers de la Poste doivent s'assurer de l'identité et de l'adresse de leurs clients avant l'ouverture de compte, la prise en garde de valeurs, ou de titres, l'envoi ou la réception de fonds, de même qu'avant l'établissement d'une quelconque relation d'affaire.

Ils doivent s'assurer également de l'identité du bénéficiaire effectif et prendre les mesures raisonnables pour vérifier son identité. Ceci concerne aussi bien les personnes physiques que morales.

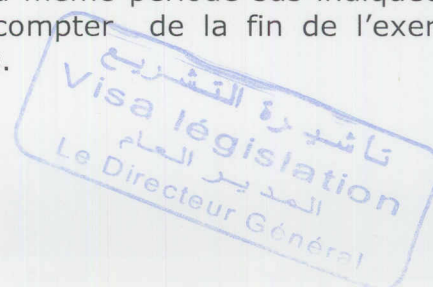
Les services financiers de la Poste sont en outre tenus d'obtenir des informations suffisantes sur l'objet et la nature de la relation d'affaire envisagée par le client.

Article 3 : L'identité de la personne physique est établie au moyen de la présentation d'une carte d'identité nationale, originale, en cours de validité et de son numéro d'immatriculation au registre de commerce si elle est commerçante. S'agissant de la personne morale, elle est déterminée par la production de l'original des statuts de l'entité considérée et de son numéro d'immatriculation au Registre de commerce.

Les services financiers de la Poste sont également tenus de vérifier l'identité et l'adresse des véritables responsables ou mandataires sur la base de la production de pièces originales attestant la délégation de pouvoirs ainsi que celles de l'ayant droit économique.

Article 4 : Les services financiers de la Poste sont tenus de conserver pendant au moins dix ans, à compter de la clôture des comptes ou de la cessation des relations d'affaire avec leurs clients, les pièces et documents relatifs à l'identité de leurs clients.

Ils doivent également conserver pour la même période sus-indiquée les pièces et documents relatifs aux opérations, à compter de la fin de l'exercice au cours duquel ces opérations ont été exécutées.



Article 5 : Les services financiers de la Poste sont tenus de faire sans délai une Déclaration de soupçon (conformément au Modèle ci-joint) à la CANIF sur:

- les sommes inscrites dans leurs livres qui pourraient provenir d'infraction de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme,
- les opérations qui portent sur des sommes lorsque celles-ci pourraient provenir d'infraction de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

Article 6 : L'Autorité de contrôle ou de régulation des services financiers de la Poste disposant des pouvoirs de sanctions peuvent, en cas de manquement aux obligations de vigilance ou de défaillance du système de surveillance permettant la détection des opérations suspectes liées au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme, de la part de ceux-ci, faire appliquer des sanctions administratives ou disciplinaires.

Article 7 : Le Secrétaire Général du Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et des Technologies de l'Information et de la Communication, le Gouverneur Adjoint de la Banque Centrale et le Secrétaire Général de la Commission d'Analyse des Informations Financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent Arrêté qui prendra effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Fait à Nouakchott, le

18 JAN 2010

**Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre
Chargé de la Modernisation de
L'Administration et des Technologies
de l'Information et de la Communication
Wagne Abdoulaye Idrissa**

**Le Gouverneur de la
Banque Centrale de
Mauritanie**

Sid'Ahmed Ould RAISS

Ampliations :

PM/SGG-----3
MSG/PR-----3
IGE-----3
MDMATIC-----6
Ts Ministères---25
BCM-----6
DGLTEJO-----3
Archives-----3
JO-----3

